

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 28/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALORISOL SCEA

route de Méru
60175 Villeneuve-Les-Sablons

Références : IC-R/048/25-NEC/SF
Code AIOT : 0005105684

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2025 dans l'établissement VALORISOL SCEA implanté Route de Méru - Le Gibet Monin 60175 Villeneuve-les-Sablons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par arrêté préfectoral du 5 juillet 2023, la société ECOBOIS-VALORISOL a été mise en demeure de notifier la cessation définitive des activités exercées sur la commune de Noyon, sur les parcelles cadastrales AX 203, 137, 139, 140 et 141 et de mettre le site en sécurité, conformément aux dispositions de l'article R. 512-66-1 du Code de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALORISOL SCEA

- Route de Méru - Le Gibet Monin 60175 Villeneuve-les-Sablons
- Code AIOT : 0005105684
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOBOIS-VALORISOL a exercé une activité visée par les rubriques 2260-2 et 1530-2, sous le régime de la déclaration (cf. récépissé de déclaration du 24 mai 2007) sur une partie de l'ancien site KOHLER sis 169 rue Paul Roger sur la commune de Noyon, au droit des parcelles cadastrales AX 203, 137, 139, 140 et 141, pour une superficie totale de 9 421 m².

La société ECOBOIS-VALORISOL a cessé son activité fin 2011 pour s'installer sur une autre commune de l'Oise (Villeneuve-les-Sablons).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activités	AP de Mise en Demeure du 05/05/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
2	Mise en sécurité (1)	AP de Mise en Demeure du 05/05/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
3	Mise en sécurité (2)	AP de Mise en Demeure du 05/05/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a respecté les prescriptions de la mise en demeure du 5 juillet 2023. Cette dernière peut être abrogée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activités

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/05/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de cessation d'activités conforme
Prescription contrôlée : La société VALORISOL dont le siège social est situé Le Gibet Monin - Route de Méru BP6 60175 VILLENEUVE LES SABLONS, est mise en demeure, pour son site sis 169 rue Paul Roger 60140 NOYON, de se mettre en conformité, dans les meilleurs délais et au plus tard sous un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, par rapport aux dispositions de l'article R. 512-66-1 du Code de l'environnement.

À cet effet, la société VALORISOL devra déposer un dossier de cessation d'activités conformément aux dispositions de l' article R. 512-66-1 du Code de l'environnement

Constats :

La société KOHLER a exploité une installation de fabrication de baignoires en fonte émaillée à partir de vieille fonte et de fonte neuves (soumises à autorisation), de 1889 à 2006 sur le site sis 169 rue Paul Roger, sur la commune de Noyon, sur les parcelles cadastrales suivantes : AX 153, 152, 151, 150, 149, 148, 147, 145, 188, 187, 135, 134, 133, 132, 130, 129, 207, 132, 202, 203, 205, 206, 140, 138, 137, représentant une superficie de 7 hectares.

Le 24 octobre 2006, la société KOHLER a déclaré la cessation des activités de son usine de Noyon, effective dans le courant de l'année 2007. La cessation d'activité a été faite conformément aux dispositions du Code de l'environnement et le récolement des travaux de mise en sécurité et de dépollution a été effectué en juin 2010, concluant à l'évacuation de tous les déchets (non dangereux et dangereux) générés par l'activité exercée par la société KOHLER.

Une activité logistique a perduré sur une petite partie du site (ancien bâtiment magasinage, anciens ateliers émaillage, ...) jusqu'au 15 décembre 2008, date à laquelle la plate-forme logistique de Passel a été mise en exploitation.

Dès 2007, la société KOHLER a mis à disposition des parcelles de son site sous la forme d'un contrat de jouissance anticipée à la communauté de communes au bénéfice de la société ECOBOIS-VALORISOL (traitement - recyclage de déchets verts, bois et dérivés, gravats inertes).

La société ECOBOIS-VALORISOL y a exercé de 2009 à 2013 une activité visée par les rubriques 2260-2 et 1530-2, sous le régime de la déclaration (cf. récépissé de déclaration du 24 mai 2007) sur une partie de l'ancien site KOHLER, au droit des parcelles cadastrales AX 203, 137, 139, 140 et 141, pour une superficie totale de 9 421 m².

L'activité sur le site a cessé en décembre 2011. La société a fermé son unité et reporté ses projets d'investissement sur la commune de Villeneuve-les-Sablons.

La société ECOBOIS a quitté, en avril 2013, la friche industrielle Jacob Delafon.

La notification de cessation définitive d'activité a été effectuée le 28 juillet 2023.

Observation : En application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique du 7 décembre 2020, dite loi ASAP, l'exploitant doit désormais faire attester par une entreprise certifiée, ou disposant de compétences équivalentes, que certaines des étapes de sa cessation ont été menées conformément au code de l'environnement. Les attestations sont transmises aux services de l'État. Ces obligations sont applicables pour les cessations notifiées à compter du 1er juin 2022, pour les ICPE soumises à autorisation et à enregistrement ainsi que celles soumises à déclaration dont les rubriques sont mentionnées à l'article R. 512-66-3 du code de l'environnement.

Ce qui est le cas pour la rubrique 1530.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous trois mois une ATTES SECUR afin que la mise en demeure puisse être levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 90 jours

N° 2 : Mise en sécurité (1)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/05/2023, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Enlèvement des déchets

Prescription contrôlée :

La société ECOBOIS-VALORISOL dont le siège social est situé Le Gibet Monin - Route de Méru BP6 60175 VILLENEUVE LES SABLONS, est mise en demeure, pour son site sis 169 rue Paul Roger 60140 NOYON, de se mettre en conformité, dans les meilleurs délais et au plus tard sous deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, par rapport aux dispositions de l'article R. 512-66-1 du Code de l'environnement.

À cet effet, la société ECOBOIS-VALORISOL devra assurer la mise en sécurité du site suivant l'alinéa II de ce même article ainsi que la remise en état et l'information suivant l'alinéa III, notamment en :

- enlevant tous les déchets dus à son activité et présents sur les parcelles AX 203, 140, 139, 137, 135, 206 et 699 ;
- [...]

Constats :

Depuis le 16 avril 2011 il n'y a eu plus aucune réception de camion pour l'activité de bois.

Suite à l'arrêt des activités, les 25 000 m³ de bois ont été évacués petit à petit.

Observation : En application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique du 7 décembre 2020, dite loi ASAP, l'exploitant doit désormais faire attester par une entreprise certifiée, ou disposant de compétences équivalentes, que certaines des étapes de sa cessation ont été menées conformément au code de l'environnement. Les attestations sont transmises aux services de l'État. Ces obligations sont applicables pour les cessations notifiées à compter du 1er juin 2022, pour les ICPE soumises à autorisation et à enregistrement ainsi que celles soumises à déclaration dont les rubriques sont mentionnées à l'article R. 512-66-3 du code de l'environnement.

Ce qui est le cas pour la rubrique 1530.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 90 jours

N° 3 : Mise en sécurité (2)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/05/2023, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Accès au site impossible

Prescription contrôlée :

La société ECOBOIS-VALORISOL dont le siège social est situé Le Gibet Monin - Route de Méru BP6 60175 VILLENEUVE LES SABLONS, est mise en demeure, pour son site sis 169 rue Paul Roger 60140 NOYON, de se mettre en conformité, dans les meilleurs délais et au plus tard sous deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, par rapport aux dispositions de l'article R. 512-66-1 du Code de l'environnement.

À cet effet, la société ECOBOIS-VALORISOL devra assurer la mise en sécurité du site suivant l'alinéa II de ce même article ainsi que la remise en état et l'information suivant l'alinéa III, notamment en :

- [...]
- s'assurant que l'accès au site est impossible.

Constats :

Observation : En application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique du 7 décembre 2020, dite loi ASAP, l'exploitant doit désormais faire attester par une entreprise certifiée, ou disposant de compétences équivalentes, que certaines des étapes de sa cessation ont été menées conformément au code de l'environnement. Les attestations sont transmises aux services de l'État. Ces obligations sont applicables pour les cessations notifiées à compter du 1er juin 2022, pour les ICPE soumises à autorisation et à enregistrement ainsi que celles soumises à déclaration dont les rubriques sont mentionnées à l'article R. 512-66-3 du code de l'environnement.

Ce qui est le cas pour la rubrique 1530.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours